



# LUTTER CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

**DOSSIER  
DE  
PRESSE**

24.05.24



①

**UNE ACTUALITÉ À  
FLUX TENDU**

②

**UN TRAVAIL SUR LE  
SUJET DE LONGUE DATE**

③

**UN TEXTE DE LOI  
ATTENDU MAIS PEU  
AMBITIEUX**

④

**LES PROPOSITIONS  
DÉFENDUES PAR  
GISÈLE JOURDA ET  
ADOPTÉES PAR LE SÉNAT**

## INGÉRENCES ÉTRANGÈRES : UNE PROPOSITION DE LOI BIENVENUE MAIS INSUFFISANTE

**Alors que les exemples d'ingérences étrangères sont légion dans l'actualité, les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) ont voté en faveur de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France adoptée ce soir par le Sénat.**

Cette proposition de loi a pour ambition de contrôler les activités d'influence étrangère et de lutter contre les risques d'ingérence étrangère en France. Tout en saluant l'objectif affiché de ce texte qui est de protéger la cible France contre la menace hybride à laquelle elle doit faire face sur son territoire et qui menace ses intérêts à l'étranger, les sénatrices et sénateurs du groupe SER regrettent :

- que le Sénat n'ait pas attendu les conclusions de la Commission d'enquête, initiée à la demande du groupe SER, qui rendra début juillet des recommandations solides pour améliorer notre législation ;
- que la majorité sénatoriale ait rejeté les amendements que notre groupe avait défendus pour muscler le texte et doter la France d'un arsenal plus ambitieux pour garantir sa sécurité. Le groupe SER souhaitait notamment :
  - o mieux prendre en compte les ingérences économiques ;
  - o lutter contre la présence de polices étrangères clandestines sur notre territoire ;
  - o mieux contrôler la reconversion professionnelle des anciens ministres ;
  - o mieux encadrer le recours aux algorithmes utilisés pour détecter les tentatives d'ingérences ;
  - o sensibiliser les élus locaux qui ont la charge de la commande publique.

Le groupe SER se félicite toutefois d'avoir enrichi le texte de deux apports. Nous avons imposé aux instituts de recherche oeuvrant avec un partenaire étranger des obligations de déclaration des dons et versements étrangers. Nous avons également ajouté les candidats aux élections européennes à la liste des responsables publics cibles potentielles des activités d'influence.

**Ce texte est une première étape importante dans la prise de conscience des menaces auxquelles notre pays est confronté. Cette réponse partielle exige des mesures plus ambitieuses pour se défendre des tentatives d'ingérences toujours plus nombreuses.**

CHEFS DE FILE



**Jérôme Durain**  
Sénateur de la  
Saône-et-Loire



**Gisèle Jourda**  
Sénatrice de l'Aude

**CONTACT PRESSE** : Mélanie Branco – 01 42 34 31 81 / 06 31 29 73 21 – m.branco@soc.senat.fr



# UNE ACTUALITÉ À FLUX TENDU

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le scrutin pour les élections européennes approche... En début d'année, le ministre des Affaires étrangères a révélé l'existence d'un réseau de 200 sites internet dormants, destinés à faire interférence avec les élections dans notre pays. « Depuis le milieu des années 2010, pas un seul scrutin majeur dans une démocratie libérale n'a été épargné », à plus forte raison dans un contexte international sous tension, estime Marc-Antoine Brillant, chef du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM). « Aujourd'hui, on voit certaines tendances s'accroître : notamment l'agressivité de la Russie à notre égard, et l'instrumentalisation systématique des sujets d'actualité qui occupent le débat public ».

Selon lui, quatre types de stratégie sont déployés par les acteurs tiers : le dénigrement des candidats pendant une campagne électorale ; le dénigrement des institutions ou du processus électoral ; la polarisation du débat autour de thématiques particulièrement clivantes ; et enfin la décrédibilisation des médias traditionnels pour amener le public à se tourner vers des médias parallèles.

## DES POSTES DE POLICE CHINOISE CLANDESTINS SUR NOTRE TERRITOIRE

Des policiers chinois agissent-ils en toute illégalité et clandestinement en France ? La réponse est oui, si l'on regarde le dernier numéro d'Envoyé spécial, diffusé jeudi 2 mai. Ces opérations clandestines menées en toute illégalité dans un pays étranger s'inscrivent dans le cadre d'une vaste campagne baptisée « Chasse aux renards », lancée en 2014, un an après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Si l'objectif annoncé était de museler des officiels « corrompus », Pékin s'est de plus en plus attaché à contrôler l'activité de ses ressortissants à l'étranger.

« La France ne peut en aucun cas accepter des atteintes à sa souveraineté. Elle entend lutter avec une extrême vigueur contre les influences étrangères sur son sol et n'acceptera pas que les règles internationales qui prévoient l'accueil de ces ressortissants viennent détériorer nos bonnes relations avec certains États [...] ». Tels sont les mots de la réponse du Ministre de l'Intérieur au Sénat le 15 décembre 2022. Malheureusement la réalité est toute autre...

## JO 2024 : PARIS DÉNONCE LES CAMPAGNES DE DÉSINFORMATION

En novembre 2023, Paris accusait des acteurs liés à l'Azerbaïdjan d'avoir mené une campagne de manipulation de l'information visant à porter atteinte à la réputation de la France dans sa capacité à accueillir les Jeux olympiques 2024. Selon un rapport de Viginum, des investigations ont démarré le 26 juillet dernier lorsque « plusieurs visuels appelant à boycotter les JO-24 » massivement partagés sur X (Twitter), ont été détectés. L'investigation a été menée dans un contexte de tensions diplomatiques entre Paris et Bakou. La France a, en effet, affiché son soutien à l'Arménie, une prise de position qui lui a valu des critiques acerbes du président azerbaïdjanais. « Mettant en scène des images d'émeutes ou de la ville de Paris, ces publications faisaient également figurer sur chaque contenu le logo des JO, trois comptes X officiels des JOP-24 et deux hashtags #PARIS2024 et #BOYCOTTPARIS2024 », détaille Viginum dans son rapport. Fin juillet, plus de 1600 publications accompagnées de ces visuels ou des hashtags ont été publiées sur la plateforme. Quelque 91 comptes semblent être à l'origine de ces publications « laissant suggérer une amplification artificielle », selon Viginum, qui a conclu que la campagne Olimpiya, JO en azéri, « est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ».

MAIS AUSSI... LA NOUVELLE CALÉDONIE, LES PUNAISES DE LIT EN FRANCE, MACRON LEAKS, TIK TOK...



LUTTER CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES



## 2

## UN TRAVAIL SUR CES SUJETS DE LONGUE DATE

### RAPPORT SUR LA FRANCE ET L'EUROPE FACE À LA CHINE DU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

Notre rapport publié en 2021 proposait 14 recommandations pour guider la politique française et européenne vis-vis de la Chine qui s'articulent autour de quatre axes :

1. faire face aux moyens mis en œuvre par la Chine pour déployer sa puissance en Europe,
2. réagir à l'avance technologique prise par la Chine
3. définir une stratégie géopolitique répondant aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle chinois
4. et enfin trouver le chemin d'une relation commerciale équitable avec la Chine.

### JE SUIS RAPPORTRICE DU BUDGET DU RENSEIGNEMENT

J'ai été désignée par la Commission des Affaires étrangères et de la Défense rapportrice du budget de la prospective de la politique de défense et du renseignement. Sur ce dernier point, avec 476 M€ de crédits programmés pour 2024 les crédits du renseignement restent au même niveau que ceux de 2023. C'est en personnels et en autorisations d'engagement que se matérialise l'augmentation des moyens dont le total des besoins programmé doit atteindre 5 Mds€ sur la période 2024-2030. Nous avons fait 2 recommandations :

1. faire une analyse des effectifs physiques en phase avec la gestion concrète des services.
2. coordonner la politique de ressources humaines des services de renseignement et l'harmonisation des politiques de rémunération autour de grilles et de critères communs, sous l'égide du coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT)



### LA DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE AU RENSEIGNEMENT

Aux côtés du Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense Cédric Perrin, j'ai été désignée en octobre 2023 vice-présidente de la Délégation Parlementaire au Renseignement.

La Délégation parlementaire au Renseignement, commune à l'Assemblée nationale et au Sénat français, a été créée en 2007. Elle a pour mission de contrôler l'action du Gouvernement en matière de renseignement et d'évaluer la politique publique en ce domaine. Ses travaux sont couverts par le secret de la défense nationale.



### JE SUIS VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES FACE AUX OPÉRATIONS D'INFLUENCES ÉTRANGÈRES

Dans un contexte marqué par l'augmentation des ingérences étrangères et à l'orée des élections européennes et des Jeux olympiques de Paris 2024 qui placeront la France dans le viseur, une prise de conscience de la guerre informationnelle comme fonction stratégique est nécessaire. A la demande du groupe socialiste auquel j'appartiens, le Sénat a mis en place une commission d'enquête sur les ingérences étrangères qui entend réaliser une cartographie des menaces actuelles et futures, dresser un bilan des politiques publiques de contre-influence et identifier, dans le cadre d'un travail prospectif et d'anticipation, des pistes de recommandations. Cette commission d'enquête, dont j'ai été désignée Vice-présidente, rendra ses conclusions début juillet 2024.

# 3

## UN TEXTE ATTENDU MAIS PAS ASSEZ AMBITIEUX

### ARTICLE 1 : RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DES REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS AGISSANT POUR LE COMPTE D'UN MANDANT ÉTRANGER

L'article prévoit la création d'un répertoire numérique des représentants d'intérêts agissant pour le compte d'un mandant étranger, dont la gestion serait confiée à la Haute Autorité pour la transparence pour la vie publique (HATVP).

La notion de mandants étrangers recouvre à la fois les puissances étrangères (à l'exclusion des États membres de l'Union européenne), les personnes morales directement ou indirectement dirigées ou contrôlées par une puissance étrangère ou dont les ressources sont financées pour plus de la moitié par une puissance étrangère, ainsi que les partis et groupements politiques étrangers. Enfin, l'article précise que sont exclus du dispositif les membres du personnel diplomatique et consulaire en poste en France dûment habilités ainsi que les membres et les agents d'un État étranger.

### ARTICLE 1ER BIS : OBLIGATIONS DE DÉCLARER LES DONS ET VERSEMENTS ÉTRANGERS REÇUS PAR DES THINKS THANKS

Ces organismes seront ainsi tenus de transmettre à la HATVP la liste des dons et des versements reçus de la part de toute puissance étrangère ou de toute personne morale étrangère.

### ARTICLE 2 : RAPPORT SUR L'ÉTAT DES MENACES QUI PÈSENT SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE EN RAISON D'INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

Un tel rapport, et le débat au Parlement qui doit l'accompagner, devra permettre de mettre ces sujets au débat public.

### ARTICLE 3 : EXTENSION DE LA TECHNIQUE DE L'ALGORITHME AUX CAS D'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

Cet article autorise les services de renseignements à faire fonctionner des traitements automatisés de données (algorithmes) pour pouvoir détecter les données de connexion susceptibles de révéler une forme d'ingérence ou de tentative d'ingérence étrangère. Cette prérogative sera offerte à titre expérimental pour une durée de quatre ans.

### ARTICLE 4 : POSSIBILITÉ DE PROCÉDER AU GEL DES FONDS ET DES RESSOURCES ÉCONOMIQUES DES PERSONNES SE LIVRANT À DES ACTES D'INGÉRENCE.

Cet article propose de permettre le gel des avoirs financiers pour toute personne physique ou morale ou pour toute autre entité qui commet, tente de commettre, facilite ou finance des actes d'ingérence, y incite ou y participe.



**HATVP**  
HAUTE AUTORITÉ  
POUR LA TRANSPARENCE  
DE LA VIE PUBLIQUE





# 4

## LES PROPOSITIONS QUE JE DÉFENDAIS



### MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES INGÉRENCES ÉCONOMIQUES

Je souhaitais que la Délégation Parlementaire au Renseignement puisse obtenir une vue d'ensemble des investissements relevant des stratégies étatiques étrangères d'investissement dans des secteurs essentiels à la garantie des intérêts de notre pays, permettant ainsi de mieux évaluer les risques.



### SENSIBILISER LES ÉLUS LOCAUX QUI ONT LA CHARGE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Au regard de l'intensification de la menace et des responsabilités qui pèsent sur les élus locaux, j'ai voulu que soit organisée, à l'initiative du préfet et en lien avec les services territoriaux de sécurité intérieure, une session de sensibilisation des élus locaux aux risques d'ingérences étrangères, et ce après chaque renouvellement électoral.



### SENSIBILISER LES JEUNES AUX RISQUES DANS LES MÉDIAS & SUR LES RÉSEAUX

J'ai proposé de compléter l'enseignement dispensé lors de la journée défense et citoyenneté, la JDC, et de mettre en place une sensibilisation à ces risques, lors des cours d'EMC, enseignement moral et civique.



### LUTTER CONTRE LA PRÉSENCE DE POLICES ÉTRANGÈRES CLANDESTINES

La présence de postes illégaux de police étrangère sur notre territoire est inacceptable. C'est une véritable atteinte à notre souveraineté et nous voulons y mettre fin. Cela doit être une priorité de nos services de renseignement. Nous demandons qu'un rapport soit transmis à la DPR pour qu'elle ait à connaître de l'état réel de cette atteinte.



### MIEUX CONTRÔLER LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE DES ANCIENS MINISTRES

Nous voulons renforcer le contrôle de la reconversion professionnelle des anciens membres du gouvernement, en étendant le contrôle de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique jusqu'à dix ans après la cessation de leurs fonctions.

# 5

## LES PROPOSITIONS QUE J'AI FAIT ADOPTER



### LE CONTRÔLE DES FINANCEMENTS DES INSTITUTS DE RECHERCHE

J'ai proposé d'imposer aux Instituts de recherche qui oeuvrent avec un partenaire étranger, de déclarer les dons et versements étrangers, au même titre que les laboratoires d'idées. Il s'agissait là de cibler les Instituts Confucius.



### AJOUTER LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES À LA LISTE DES CIBLES DES ACTIVITÉS D'INFLUENCE

Nous avons également ajouté les candidats aux élections européennes à la liste des responsables publics cibles potentielles des activités d'influence.



### LUTTER CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES